

RÉCÉPISSÉ N° D-2023-33

**DÉCLARATION INITIALE  
D'UNE INSTALLATION CLASSÉE POUR LA PROTECTION DE  
L'ENVIRONNEMENT**

Article R. 512-48 du code de l'environnement

Désignation et adresse de l'exploitant :

SAS Axiroute	
ZI Orchidées	
N° SIRET : 418 161 360 00023	
18570	LA CHAPELLE SAINT URSIN

Département(s) concerné(s) :

Cher
------

Commune(s) concernée(s) :

Bourges
---------

Site – Installation :

Adresse : DGA Techniques Terrestres, Echangeur de Guerry, 18 021 Bourges Cedex N° G2D : 180033042U Bâtiment(s) : Installation temporaire de concassage.
---

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire : .....

*Rappel réglementaire : si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L. 512-15 du code de l'environnement).*

NON

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation : .....

*Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R. 181-46 du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.*

NON

- une installation classée relevant du régime d'enregistrement : .....

NON

- une installation classée relevant du régime de déclaration : .....

NON

Epanchage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles : .....

NON

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L. 541-22 du code de l'environnement) :

*Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R. 515-37 du code de l'environnement).*

NON

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 : .....

*Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R. 414-24 du code de l'environnement).*

NON

Demande de modification de certaines prescriptions applicables : .....

NON

Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R. 512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

### Installation classée objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature	Désignation de la rubrique	N° ICPE	Capacité de l'activité	Régime <sup>1</sup> (D ou DC)	Arrêté de prescriptions générales
2515-2-b	2. Installations de broyage, concassage, [...] de déchets non dangereux inertes extraits ou produits sur le site de l'installation, fonctionnant sur une période unique d'une durée inférieure ou égale à six mois. La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 350 kW	Temporaire	280 kW	D	Arrêté du 30 juin 1997

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfetures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles<sup>2</sup>,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

**Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :**

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R. 512-50-II du code de l'environnement).

Conformément aux dispositions des articles L. 214-10 et R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déferée au tribunal administratif compétent par requête transmise à l'adresse postale ou au moyen de l'application [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) :

1° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée. Elle peut également faire l'objet d'un recours administratif devant le ministre des Armées dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Déclarant : Responsable Industries Région de SAS Axiroute

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration.

Date de la déclaration initiale : 13/07/2023

Fait à Paris, le 5/10/23  
Pour le ministre des Armées et par délégation,

La Cheffe du bureau Installations classées

Isabelle BEAUCHAMP

<sup>1</sup> D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.

<sup>2</sup> Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>